

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 189
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 27 Janv. au 9 Fév. 75

Le capitalisme est nécessairement agressif

« Nous sommes gouvernés par un tout petit nombre de grands Monstres de classe, les plus grands Etats du Globe, instruments de domination dont l'immense pouvoir pèse sur tous et sur tout. Tout en accumulant sans mystère des énergies potentielles, ils se préparent, aux quatre coins de l'horizon, à déployer des forces cinétiques immenses et écrasantes dès que la conservation des institutions actuelles le réclamera, et sans hésiter le moins du monde devant des scrupules humains, moraux et légaux, devant les principes idéaux sur lesquels croissent du matin au soir les Tartuffes ignobles et stipendiés des diverses propagandes. » (1)

Le sens de tout notre texte de parti dont ces lignes sont extraites était de nous enseigner à « mettre sur le compte de ce facteur fondamental, la force, toute la somme des effets qui en dérivent », et donc non seulement « les épisodes d'oppression matérielle où les rapports de forces ont fait que la violence est apparue au grand jour et s'est exercée jusqu'au bout : coups, fusillades, tueries — et (...) massacre atomique », mais aussi, et surtout « les cas inimmortables où la domination aboutit à la misère, à la destruction à large échelle de vies humaines, tout en s'exerçant sans résistance, sans heurts et sans effusion de sang, même dans les pays et les périodes où semblent dominer la paix sociale et la tranquillité, que tous les vendus de la propagande écrite et orale célèbrent comme la réalisation pleine et entière de la civilisation, de l'ordre et de la liberté » (2).

A partir de là, deux conclusions s'imposaient. Nous devons, dans le cycle historique ouvert par la fin de la seconde guerre impérialiste, nous préparer à reconnaître la manifestation de la violence sociale autant dans la philanthropie douceâtre des aides accordées à l'Europe détruite ou aux pays « en faillite » que dans la brutalité cynique des interventions militaires ; dans le livre de comptes de la reconstruction d'après-guerre aussi bien que dans les croisières des porte-avions ; dans la rhétorique pompeuse des déclarations des droits des peuples ou de l'homme comme dans les fils de fer barbelés dressés au beau milieu de la Corée, de l'Al-

lemagne ou du Vietnam ; dans les nuées d'encens de la propagande démocratique comme dans les bombes au napalm de la Realpolitik ; dans la série ininterrompue de rencontres au sommet autant que dans la chaîne interminable des guerres locales. Bref nous devons comprendre que ce n'était pas par hasard que l'époque que nous allions vivre prendrait alternativement le nom de coexistence pacifique et d'équilibre de la terre.

En second lieu, nous devons nous préparer à pressentir que le déploiement de force, en puissance et en acte, non seulement ne connaîtrait aucune atténuation avec le temps mais qu'à la faveur de la reconstruction sur les ruines providentielles du carnage de la guerre il irait croissant, dans la mesure même où le rythme d'accumulation élargie du capital se ferait plus intense ; et que la « société d'abondance » serait obligée d'ôter son voile pour annoncer au monde que, selon les termes mêmes par lesquels dans le Manifeste de 1848 Marx fait parler les crises, elle s'est aperçue qu'elle possède « trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce » ; que « l'abondance » qu'elle s'était flattée d'apporter au grand dam des prophètes de malheur, n'était que le prélude à « une épidémie sociale qui, à toute autre époque, serait apparue comme un contre-sens, l'épidémie de la surproduction » ; et que, dès les premières manifestations de cette « paradoxale » maladie par excès de santé, toutes les furies de l'instinct de conservation de la classe dominante mondiale se mobiliseraient rageusement aux leviers de commande de ses monstrueux « instruments de domination ».

DANS CE NUMERO :

- L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés (II).
- L'OCI, le terrorisme et l'Argentine : le virus du pacifisme.
- Prolétaires d'Afrique et d'Asie en lutte.
- Le chantage des travailleurs.

L'expression technique par laquelle la police d'Etat donne bien l'idée de l'usage de la violence virtuelle est : « la police et l'armée sont consignées dans leurs casernes ». C'est une menace préventive : dans la plupart des cas, elle suffit pour maintenir l'ordre avec une efficacité égale à « Ouvrez le feu ! » lancé quand il ne s'agit plus de le maintenir, cet ordre, mais de le rétablir. En disant qu'il « n'excluait pas » le recours à (Suite page 4.)

Après Draguignan

L'agitation parmi les soldats a pris ces derniers mois une ampleur qui traduit la profonde détresse des travailleurs sous l'uniforme, une catégorie complètement délaissée par l'opportunisme qui ne pouvait que l'abandonner au despotisme « hiérarchique », après les orgies auxquelles il s'adonna avec l'armée et l'église chez qui il a découvert sur le tard des aspects « progressistes » pour les besoins de la « défense de la patrie ».

Et il faut reconnaître que les initiatives politiques de groupes tels que la L.C.R. ou *Révolution!* ont favorisé, en lui servant de catalyseur, ce mouvement auquel *l'appel des cent* a donné un drapeau de ralliement. Nous disons cela indépendamment des critiques que nous devons formuler à l'égard de certaines des revendications avancées et des méthodes de lutte qui découlent de l'orientation politique de ces groupes, et que nous formulons tant du point de vue des exigences de la révolution que de celles de la défense immédiate des travailleurs.

Les secteurs les plus bornés de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire ont réagi avec leur brutalité coutumière, voyant déjà l'hydre révolutionnaire briser l'armée et toute la société. Mais il est certain que tout mouvement de défense des prolétaires, en faisant naître les étincelles de la solidarité de classe, renferme des potentialités qui dépassent la simple lutte de défense, si celle-ci est conduite en rupture avec les méthodes et les principes capitulaires de l'opportunisme. Et ceci est d'autant plus vrai dans l'armée, « dernier rempart de la société libérale » où toute tentative des prolétaires pour resserrer leurs rangs présente un risque pour l'ordre social.

Les franges les plus intelligentes de la bourgeoisie en sont par conséquent venues à l'idée qu'il était souhaitable de donner quelques sa-

tisfactions aux revendications des soldats (sur l'augmentation de la solde et même la diminution de la durée du service), et quelques « droits » qu'elle pourra toujours espérer vider de tout contenu s'il ne s'y oppose pas une véritable force de classe. Elles escomptent ainsi que le mouvement se calmera, ne gagnera pas en force et n'obligera pas à des concessions plus grandes, que les soldats ne parviendront pas, dans leur lutte de résistance, à tisser des liens avec leurs frères de classe par dessus les grilles des casernes, et surtout que cette lutte ne deviendra pas un terrain favorable à l'antimilitarisme révolutionnaire.

Malgré les quelques réformes insignifiantes concédées par le gouvernement, des voix bourgeoises se sont faites de plus en plus insistantes pour réclamer des « réformes urgentes ». Et ceux qui n'étaient pas convaincus en sont venus, après la manifestation de Karlsruhe à reconnaître cette nécessité. Qu'on en juge en lisant *Le Figaro* du 16-1-75 :

« Il pouvait paraître sage de faire des économies sur l'armée. On a manqué d'imagination et sans doute d'énergie. Aujourd'hui, il faudra opérer à chaud, au risque de rompre l'équilibre de cette organisation lourde et fragile qu'est l'armée nationale. »

Mais il faut encore que les quel- (Suite page 2)

La social-démocratie portugaise : un sens de classe développé...

Au Portugal, l'opportunisme se déclare satisfait de l'œuvre accomplie. La révolution progresse au travers des embûches dont est semée la voie « pacifique », grâce à l'ardeur que ses dirigeants ont mise à étouffer tout ce qui aurait pu sembler une menace à la bourgeoisie. Elle a déjoué le piège

des « grèves réactionnaires » et des « revendications immodérées », écarté les risques de désordres dans l'armée, conjuré le danger qu'aux luttes des peuples d'Afrique ne viennent répondre celles du prolétariat de la métropole.

Encore ne saurait-on être trop précis et Soares, Secrétaire général du Parti Socialiste portugais, après avoir souligné que « le Portugal n'aspire pas à un mouvement de front populaire comme celui qui gouverna le Chili sous le mandat d'Allende » mais « à conquérir une démocratie pluraliste » entend mettre les points sur les i et, dans une interview au *Monde* du 24-12-74 expose pourquoi la bourgeoisie mondiale, et en premier lieu les U.S.A., ont le plus grand intérêt à soutenir les « forces progressistes » au Portugal.

« Depuis le mois d'Avril, je n'ai cessé de répéter aux dirigeants américains que leur intérêt — comme le nôtre — était d'aider le nouveau Portugal, afin de consolider notre jeune démocratie. Je pense aujourd'hui qu'ils ont admis ce point de vue... Que ce soit avec M. Henry Kissinger ou avec d'autres responsables du département d'Etat, j'ai toujours insisté sur le fait qu'une détérioration de notre

économie en situation délicate ne pouvait que bloquer le processus institutionnel démocratique. J'ai dit qu'il fallait concevoir pour le Portugal une sorte de plan Marshall, car le renforcement d'une véritable démocratie pluraliste dans notre Pays ne va pas aujourd'hui sans stabilisation économique. »

Il est clair que la « situation délicate » susceptible de mettre en péril les institutions démocratiques dont il est ici question n'est pas une allusion à un éventuel retour au régime de Caetano (dont les

Etats-Unis n'ont rien à redouter), mais à une accentuation des déséquilibres dans un pays appartenant à l'aire européenne.

Il s'agit de rappeler à la bourgeoisie les avantages, qu'elle connaît si bien, de cette démocratie pluraliste. Mieux, il s'agit d'inviter les USA à contribuer activement au maintien de l'ordre, en s'inspirant du deuxième après-guerre où les capitaux du plan Marshall — qui n'allait pas sans une armée d'occupation militaire — contribuèrent (suite page 4)

Vient de paraître

PROGRAMME COMMUNISTE N° 65

Sommaire :

- A bas l'ancien et le nouveau contrat social.
- Party and Class.
- Frédéric Engels : La question paysanne en France et en Allemagne.
- Le long du fil de l'histoire : Sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations.
- Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : I. - La question de l'autodétermination.
- The conditions of Admission to the Communist International.
- Cours de l'impérialisme mondial : les développements de la concentration capitaliste.

96 pages — Prix : 6 F — Commandes au « Prolétaire ».

RÉUNION PUBLIQUE A MULHOUSE

Le 29 janvier à 20 h 30,
Klapperstei 68, 4 bis, rue Gutenberg

POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE
DANS LES LUTTES OUVRIERES

Le capitalisme est nécessairement agressif

(suite de la page 1)

l'action armée « pour éviter l'étranglement économique de l'Occident », Kissinger n'a fait que répéter en d'autres termes la même formule de super-gendarme.

Il serait naïf de croire que la menace ne concerne que les « émirs du pétrole ». La crise de l'énergie n'est qu'une circonstance aggravante dans une guerre déjà en cours et dont les différentes batailles s'appellent dévaluations successives du dollar et augmentation graduelle des barrières douanières aux U.S.A. Pour les Etats-Unis « l'excès d'industrie et l'excès de commerce » n'ont pas leur origine dans le monde arabe, mais en Europe et au Japon, c'est-à-dire dans leur empire d'après-guerre. C'est dans la concurrence industrielle et commerciale de ce dernier qu'ils ont reconnu depuis longtemps le cancer de ses structures économiques et la menace de tendances politiques centrifuges. La diatribe sur le recyclage des pétrodollars ou sur l'emploi des ressources du Fonds Monétaire International pour soutenir les « économies les plus défaillantes » d'Occident n'est qu'une nouvelle version, sous une autre forme, de la diatribe contre les alliés-concurrents plus ou moins disposés à se soumettre au dispensateur de plans Marshall passés ou futurs, directs ou indirects. L'empire sert à l'empereur, ou ce n'est plus l'empire : ou bien les sujets respectent ses lois ou bien « la police et l'armée sont consignées dans leurs casernes ». Le « front des producteurs » que Washington propose aujourd'hui n'est, sur le

plan politique, que le retour au respect intégral de son diktat et, sur le plan économique, la reconfirmation de son rôle pilote : « Ou bien vous vous pliez aux règles du jeu et vous subordonnez votre salut au mien, ou bien vous tomberez les premiers — si besoin est — sous le feu que je n'aurai pas hésité à ouvrir contre vous ». Corollaire pour les émirs du pétrole : « Ne séduisez pas mes alliés, ou bien vous tomberez avec eux ». A bon entendeur, salut !

Il est difficile de penser que, la situation étant ce qu'elle est, la menace restera sans effet. Mais elle vise aussi plus loin. Les économistes peuvent ne pas se retrouver dans les hiéroglyphes d'une « stagflation » qui a de plus en plus l'aspect d'une récession, l'instinct de survie de la classe dominante est terriblement en éveil, surtout face au danger. On ne commence pas impunément une nouvelle année avec 7 millions de chômeurs, représentant 7,1 % de la population active, surtout quand ce pourcentage monte à 20 % dans l'industrie automobile, et donc dans les concentrations ouvrières les plus gigantesques du continent ; à 15 % dans le bâtiment, et donc dans le secteur qui utilise la majeure partie de la main-d'œuvre immigrée ou « de couleur » ; à 12,8 % de la population noire et à 18,3 % des jeunes, c'est-à-dire dans les couches les plus chargées de désordre potentiel et de révolte sourde ; avec un chômage grandissant et une fièvre qui commence à monter dans les veines de la Côte Ouest. L'Oncle Sam peut rappeler à la raison le Vieux Monde : celui-ci n'en commen-

cera pas pour autant la nouvelle année dans de meilleures conditions. Le shérif mondial peut bien faire valoir sa loi, il y a des lois économiques plus fortes que n'importe quel code pénal ou règlement de police. Et à l'arrière plan de la rumeur des tempêtes économiques il y a le grondement d'une crise sociale — qui n'est pas en acte, c'est vrai, mais en puissance. Pratiquement il est donc relativement peu important de savoir si la menace adressée à l'Europe ou au Moyen-Orient est vraie ou fautive, sera suivie d'effet ou tombera à plat : dans les paroles de Kissinger et de Ford il y a l'annonce au monde qu'à l'épidémie de surproduction il n'y a, en dernier ressort, qu'un seul remède, la destruction des forces productives et en dernier lieu de la force de travail, dans l'incendie de la guerre, préluant à un nouveau cycle d'accumulation, de « conquête de nouveaux marchés et d'exploitation plus intense des marchés existants », de guérison de la crise par la préparation d'autres crises encore plus terribles.

Le régime capitaliste avoue par là — et ceci n'est paradoxal que pour les idéologues bourgeois — qu'il étouffe dans le cadre des rapports de productions existants, et qu'il a besoin d'anéantir « non seulement une grande partie des produits déjà fabriqués mais aussi des forces productives déjà créées ». C'est proclamer ouvertement (que Paul VI veuille bien nous excuser si nous lui empruntons le verset de l'Evangile) : « Je suis venu apporter non la paix mais le glaive ! ». A longue échéance (mais, rendue experte

par des siècles de domination, la classe dominante sait qu'elle doit se prémunir longtemps à l'avance), l'intimidation est dirigée contre les prolétaires et les exploités de tous les pays, afin qu'ils ne se laissent pas tenter par la pomme de la révolte ou, pire encore, par le serpent de la révolution.

* *

Pour nous, regarder en face l'énorme puissance de l'ennemi n'a jamais voulu dire le considérer, à l'échelle historique, comme gagnant. La preuve des contradictions qui déchirent ses structures est dans la violence même de ses menaces. La preuve « que le système capitaliste a plus que doublé sa puissance, concentrée dans les grands monstres étatiques et dans la construction du Léviathan mondial de la domination de classe » les marxistes ne vont pas la chercher dans « l'examen des bouffonneries des juristes, des plumeux ou des orateurs, plus révoltantes encore que sous les régimes vaincus de l'Axe, mais bien plutôt dans le calcul scientifique des forces financières militaires et policières, et dans la mesure de l'accumulation et de la concentration vertigineuse du capital privé ou public, mais toujours bourgeois » (3). Mais ceci n'a de sens que si de ce calcul on tire la confirmation que ce mouvement vertigineux engendre lui-même les forces antagonistes destinées à briser son cours, à condition que, pour les unir, les concentrer sur un même point, les diriger dans la défense contre l'ennemi et dans l'attaque contre son pouvoir, il y ait un facteur de conscience et de volonté conden-

sées dans une organisation : le parti de classe.

Préparer cette force unifiante non pas en laboratoire mais au cœur des luttes même d'arrière-garde de la classe laborieuse, pour qu'à la violence déchaînée de l'opresseur réponde quantitativement et qualitativement multipliée la violence des opprimés, c'est une tâche ardue et longue et, pour cette raison même, urgente. « La classe part d'une homogénéité immédiate de conditions économiques qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à détruire le système de production actuel, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir sa propre pensée, sa propre méthode critique, sa propre volonté visant à réaliser ce que l'étude et la critique ont défini, sa propre organisation de combat qui canalise et utilise avec le meilleur rendement ses efforts et ses sacrifices. Le parti, c'est tout cela » (4).

Aux cris scandalisés de l'opinion démocratique, aux prières que balbutie le successeur de Pierre bêtant sur la situation de « pré-guerre » dans laquelle nous serions déjà, ainsi qu'au cynisme brutal des différents Pentagones du monde entier, nous opposons ce cri de rassemblement et de combat.

(3) Idem, pp. 33-34.

(4) Cf Parti et classe, Editions Programme communiste.

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti, Souscrivez !

Un sens de classe développé...

(Suite de la page 1)

rent avec le concours efficace de l'opportunisme à éviter que ne se reproduise dans les pays ruinés de l'Europe la situation du premier après-guerre où la bourgeoisie mondiale avait senti vaciller son pouvoir.

« Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte de classe leur rêverie sur l'entente entre les classes se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme non du renversement de la domination de la classe exploitée mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts

des classes laborieuses, comme l'a montré par exemple l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères bourgeois en Angleterre, en France et en Italie à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e » (Lénine, L'Etat et la révolution).

Si aujourd'hui le rêve a fait place chez les chefs opportunistes à la plus froide lucidité, ceux-ci prétendent plus que jamais fonder l'émancipation du prolétariat sur la conciliation des classes, grâce au miracle de la démocratie et surtout de la paix sociale, cette condition indispensable à leur stratégie. Mais la traduction de l'utopie dans la réalité est toute autre, et la paix sociale n'étant pas cette entente idyllique entre les classes, mais la dictature féroce des exploités sur les exploités, l'opportu-

nisme dans sa quête perpétuelle de l'impossible équilibre entre les classes est inéluctablement porté, non comme il le prétend à appuyer la lutte des classes « progressives » de la société, mais à appuyer quand il le faut les forces les plus réactionnaires de la conservation sociale, celles qui défendent le plus consciemment la paix sociale.

C'est ce même « réalisme » qui les a conduit, eux les chantres de la démocratie, à interdire un meeting de solidarité en faveur des prisonniers politiques espagnols pour ménager la dictature franquiste.

« Les organisateurs ont bien voulu comprendre notre position et admettre que nos bonnes relations avec l'Espagne pouvaient être gênées par cette réunion. Le point est essentiel. Nous sommes tombés d'accord avec les Espagnols pour que nous procédions chacun de notre côté avec le maximum de prudence. Une escalade de la violence pourrait aller très loin pour le Portugal comme pour l'Espagne. Nous sommes d'accord là-dessus avec Madrid. » Luttons pour la démocratie, mais pas contre le franquisme. Paix sociale oblige !

Après du prolétariat, l'opportunisme prétend faire passer ces marques de bonne volonté pour les compromis rendus inévitables par le rapport de forces défavorable. Mais les compromis opportunistes n'ont rien à voir avec ces trêves que, sans jamais renoncer à leurs objectifs, les communistes sont nécessairement contraints de marquer dans le but de renforcer les rangs des exploités en attendant de livrer le combat dans une période plus favorable. Il s'agit pour eux, du compromis érigé en principe, de l'application pratique de leur vision de la conciliation entre les classes, qui non seulement ne peut qu'affaiblir et désorganiser le prolétariat mais encore en fait inéluctablement les hommes de main de la bourgeoisie.

« Notre situation n'a rien d'exceptionnel, déclare encore Soares, Notre révolution du 25 Avril, c'est

un peu l'équivalent de votre Libération en France après la guerre. Vous avez eu aussi à ce moment-là des ministres communistes au gouvernement et personne n'a jugé cela comme un événement extraordinaire. »

Chacun son rôle donc, et qu'on sache bien que les partis opportunistes n'ont pas l'intention d'outrepasser au Portugal celui que leur concède la bourgeoisie dans les périodes difficiles de son règne ; qu'il s'agit là de surmonter les dangers qu'entraîne l'écroulement du vieil impérialisme débile, de permettre la reconversion et la modernisation de son économie dans les meilleures conditions. Pour cela il fallait d'une part assurer l'ordre dans la métropole, et l'opportunisme, fort de la confiance que lui a valu sa longue opposition au salazarisme, pouvait mieux que personne sabrer les grèves et étouffer tout mouvement de revendication, engager le prolétariat à « produire d'abord » en lui donnant l'illusion que ses sacrifices rapprochaient l'heure de sa libération. Il fallait une fois remise sur pied l'armée en décomposition, (et personne, mieux que lui n'avait l'autorité nécessaire pour y renvoyer les 200.000 déserteurs), ouvrir des négociations pour tenter de sauver ce qui pouvait encore l'être des intérêts portugais en Afrique. Là encore l'opportunisme était mieux placé que quiconque, puisqu'il avait toujours manifesté en ce domaine sa volonté de ne pas dépasser l'horizon de l'intérêt national, et que grâce à lui on pouvait espérer traiter avec les éléments les plus modérés des mouvements de libération.

« Les accords de Lusaka et d'Alger, dit Soares, sont réellement très positifs, très prometteurs. Ils permettent d'envisager une bonne coopération avec nos anciennes colonies. Quant à savoir si nous réussirons à créer une véritable communauté, c'est une autre affaire. En ce qui nous concerne nous irons le plus loin possible. »

« Nous avons l'espoir que le bon sens inspirera tous nos inter-

locuteurs en Angola de sorte que cette terre martyrisée, si riche en potentialités, puisse trouver le chemin de la paix et de la coopération pour tous ceux qui y vivent » (y compris bien sûr les colons blancs dont Soares n'a jamais oublié les intérêts).

Il n'est pas besoin d'un long développement pour saisir le sens de la coopération entre la métropole détentrice de capitaux et les ex-colonies fournissant les matières premières, prônée par le ministre des affaires étrangères, qui prétend de surcroît sauver les angolais du pillage... d'un autre impérialisme le sien : « Nous ferons tout pour éviter un drame, une guerre civile qui donnerait un prétexte aux superpuissances pour intervenir ».

C'est de ce rôle de fidèle serviteur que se prévaut l'opportunisme pour requérir l'appui tant de sa bourgeoisie nationale que de l'impérialisme mondial, se targuant d'avoir avantageusement remplacé dans la défense de l'ordre bourgeois le régime périmé de Caetano.

Le prêt de 75 M. de dollars accordé « comme preuve de son soutien au Portugal, dans ses efforts pour construire une société libre et démocratique » montre que le colosse impérialiste n'est pas resté sourd aux arguments de l'opportunisme. Qu'il n'hésitera pas non plus, le cas échéant, à faire son possible pour le balayer s'il estime qu'il remplit mal son rôle de garde-chiourme, cela non plus ne fait pas de doute.

A cette Sainte Alliance des défenseurs de la paix sociale, nous opposons la perspective de l'internationalisme prolétarien qui, prenant appui sur toutes les forces qui se dressent contre l'ordre régnant, pourra seule recréer et renforcer toujours plus, au travers des avances et des reculs, l'union de tous les exploités, qui aura enfin raison de cette immonde société.

A NOS LECTEURS EN SUISSE

Le supplément n° 2 (janvier 75) au « Prolétaire » pour la Suisse vient de paraître, avec pour titre :

AU FRONT UNI DE L'OPPORTUNISME ET DE LA BOURGEOISIE, OPPOSONS LE FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT.

Au sommaire :

- La politique de collaboration des syndicats,
- La contre-révolution stalinienne et son rôle,
- Les derniers exploits de l'opportunisme,
- Construisons le front unique du prolétariat.

PERMANENCES DU PARTI

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

● A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples (près de la place du Corbeau).

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP